ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, le 7 septembre 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour la création, l'amélioration ou la restauration d'itinéraires cyclables dans la Région bruxelloise", a donné le 23 novembre 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e september 1981 door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toekenning van toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de aanleg, de verbetering of de herstelling van fietsroutes in het Brusselse Gewest", heeft de 23e november 1981 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Mieux vaudrait écrire : "... l'amélioration ou la restauration de réseaux de pistes cyclables" plutôt que "d'itinéraires cyclables".

Par ailleurs, s'il est vrai que, comme l'indication en a été donnée au Conseil d'Etat, le projet n'intéresse que les communes, il serait plus simple de viser celles-ci plutôt que les "pouvoirs subordonnés".

L'intitulé suivant est dès lors proposé :

"Arrêté royal relatif à l'octroi de subventions aux communes pour la création, l'amélioration ou la restauration de réseaux de pistes cyclables dans la Région bruxelloise".

PREAMBULE.

La rédaction du préambule pourrait être simplifiée.

Il y a toutefois lieu d'y viser l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, dont l'intitulé sera reproduit ci-après, puisque le texte en projet y déroge implicitement et le texte proposé explicitement.

Le préambule suivant est proposé :

"BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

.../...

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique régionale différenciée se justifie, notamment les articles 1er et 4;

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de wateringues, notamment l'article 2, § 1er, 1°, b, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1960;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise, donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, et de l'avis de l'Exécutif de cette Région".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Cet article contient une réserve exprimée par les mots "et pour autant que l'intervention financière de l'Etat ne soit

pas attribuée en la matière par d'autres dispositions légales ou réglementaires ...".

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, il n'existe qu'une seule disposition réglementaire concernant l'intervention financière de l'Etat en matière de pistes cyclables dans la Région bruxelloise : l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 auquel le présent projet se substitue et dont l'application devra être expressément écartée.

La réserve est donc superflue et peut être omise.

L'article vise également "les pouvoirs subordonnés de la Région bruxelloise". Ainsi que l'observation en a été faite à propos de l'intitulé, ces pouvoirs sont uniquement les communes de la Région; les mots "pouvoirs subordonnés" doivent donc être remplacés par "communes".

Les alinéas 2 et 3 détaillent les différentes espèces de travaux qui peuvent être admis à la subvention; la plupart de ces travaux, connus des maîtres d'oeuvre et des entrepreneurs, sont inclus dans les mots "création, amélioration et restauration", qui pourraient d'ailleurs être complétés par le mot "aménagement". Cette énumération peut donc être omise; son omission évitera des difficultés et des discussions quant à l'admission à la subvention et quant à l'interprétation ou à la portée de certains travaux, par exemple "l'installation de feux de signalisation pour autant qu'ils soient absolument indispensables ...". Il serait toutefois utile de mentionner certains actes et travaux qui ne sont pas nécessairement compris dans les termes proposés ci-dessus; il en est ainsi de l'expropriation et de l'acquisition de terrains nécessaires à l'établissement de réseaux de pistes cyclables, ainsi que de la construction d'abris ou de stations pour vélos.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Dans la limite des crédits budgétaires, des subventions peuvent être accordées aux communes de la Région bruxelloise pour l'exécution de travaux de création, d'aménagement, d'amélioration ou de restauration de réseaux de pistes cyclables, y compris la construction d'abris ou de stations pour vélos.

Est également susceptible d'être subventionnée, l'acquisition ou l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution des travaux visés à l'alinéa 1er".

Article 2.

Paragraphe 1er.

A l'alinéa 1er, l'adverbe "forfaitairement" est superflu et doit être omis.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé comme suit :

"De toelage wordt vastgesteld op 80 pct van het geraamde bedrag van de te subsidiëren uitgave".

Suivant la première phrase de l'alinéa 2, l'estimation du coût de la dépense "correspond au montant, taxes comprises, de l'offre approuvée à la suite de marchés publics passés conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services".

.../...

L'adverbe "conformément" est équivoque. Il pourrait, en effet, laisser supposer que la subvention pourrait être retirée à la suite de la découverte ultérieure d'une irrégularité dans la passation du marché, ce qui ne semble pas correspondre aux intentions du Secrétaire d'Etat.

Par ailleurs, le texte ne vise pas les expropriations et les acquisitions de terrains, pourtant mentionnées à l'article 1er, non plus que les frais et taxes afférents à ces opérations.

Compte tenu de ces observations et dans un but de simplification, le texte suivant est proposé pour cette première phrase :

"Cette estimation correspond au montant, taxes comprises, du marché ou au prix des terrains à acquérir ou à exproprier".

Dans la deuxième phrase, la mention de l'"intervention financière" de l'Etat dans les frais d'études devrait figurer à l'article 1er. Celui-ci devrait comprendre, par rapport au texte proposé ci-dessus, un alinéa supplémentaire rédigé comme suit :

"En outre, une subvention peut être accordée pour les frais d'études relatifs aux travaux visés à l'alinéa 1er".

Dès lors, la deuxième phrase de l'article 2, § 1er, alinéa 2, se bornerait, sous forme d'un alinéa distinct, à fixer le montant de la subvention pour les frais d'études.

Le texte suivant est proposé :

"La subvention pour frais d'études est fixée forfaitairement à 5 pour cent du montant, taxes comprises, du marché".

.../...

Suivant l'alinéa 3,

"Il n'est tenu compte des formules contractuelles de révision des prix que dans le cas où la durée d'exécution des travaux excède une année".

Cette disposition est équivoque puisqu'elle ne permet pas de déterminer si la durée d'exécution visée est la durée prévue par le contrat ou la durée réelle que l'exécution des travaux a prise en fait.

On observera, au surplus, que le paragraphe 2 restreint sensiblement la portée pratique de cet alinéa. De toute façon, cet alinéa serait mieux à sa place en tête du paragraphe 2. Ce transfert rendra inutile le membre de phrase "y compris les décomptes contractuels en plus dans les cas visés in fine du § 1er du présent article" qui figure au paragraphe 2, alinéa 1er (devenant alinéa 2).

Paragraphes 2 et 3.

Les dispositions de ces deux paragraphes, telles qu'elles sont formulées, traduisent l'intention du Gouvernement de n'ajuster le montant de la subvention au coût réel des travaux, en ce compris les révisions contractuelles de prix, qu'à la condition que ce coût réel ne dépasse pas l'estimation qui en a été faite ou le devis qui a été approuvé.

Pour la raison déjà indiquée, le début de l'alinéa 1er du paragraphe 2, qui deviendrait l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Lorsque le décompte final des travaux exécutés fait apparaître un montant supérieur ... (la suite comme au projet)".

A la deuxième phrase, les mots "dans les mêmes conditions" doivent être omis pour le même motif.

Le paragraphe 3 se situe dans un même ordre d'idées que le paragraphe 2. Il conviendrait d'en faire un alinéa 3 et non un paragraphe autonome.

Article 3.

Dans le texte français, il serait préférable d'écrire "personnes de droit public", comme dans le texte néerlandais.

Article 4.

La disposition n'a aucun caractère réglementaire et elle doit, par conséquent, être omise.

Article 5.

Tout en se référant à l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, cette disposition en restreint cependant la portée puisque, au contraire de ce qu'elle prévoit, les délibérations communales qui sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle en exécution de l'article 82bis de la loi communale peuvent être directement transmises au ministre compétent en vertu de l'article 56, § 3, de la loi précitée.

Pour le surplus, tout le contenu de l'article 5 serait mieux à sa place dans une circulaire ministérielle.

Article 6.

Le terme de "liquidation" est employé improprement dans le texte français. Il y aurait lieu d'écrire : "La subvention est payée à concurrence des 9/10èmes de son montant ...". La lecture du texte néerlandais devrait être la suivante : "De toelage wordt ten belope van 9/10e uitbetaald op basis van de staten van voortgang van het werk, behoorlijk goedgekeurd door het bestuur dat voor de gesubsidieerde werken bevoegd is".

Par ailleurs, il convient de désigner avec plus de précision l'autorité chargée d'approuver les états d'avancement. Normalement, il devrait s'agir du Ministre ayant les travaux subsidiés dans ses attributions, ou du délégué de ce Ministre.

Enfin, l'article 43 de l'arrêté royal du 29 juillet 1970 portant règlement organique du Comité supérieur de contrôle s'applique d'office au paiement de la subvention, de sorte que tout le membre de phrase qui commence par les mots "et pour autant que ..." est superflu et doit être omis.

L'alinéa 2, qui ne contient qu'une règle de procédure interne, aurait mieux sa place dans une circulaire que dans l'arrêté en projet.

A l'alinéa 3, pour la raison déjà indiquée, il conviendrait d'écrire "est payé" au lieu de "est liquidé" dans le texte français.

.../...

Les mots "du présent arrêté" sont superflus et doivent être omis.

Les mots "l'administration précitée" doivent être remplacés par l'indication plus précise de l'autorité compétente, ainsi qu'il a été dit à propos de l'alinéa 1er.

Article 7.

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, l'arrêté ne s'appliquerait pas aux travaux en cours. Si tel était bien le cas, l'article 7 devrait être revu en conséquence car, dans sa rédaction actuelle, il contredit l'intention exprimée.

Subsidiairement, il faudrait mentionner les "demandes de subvention" et non pas les "demandes d'intervention".

Article 8.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au droit commun de l'entrée en vigueur. De toute façon, si le Gouvernement entendait maintenir la disposition, il faudrait écrire "entre en vigueur" au lieu de "produit ses effets" puisqu'aucun effet rétroactif n'est envisagé.

Article 9.

Cette disposition doit être placée avant l'article relatif à l'entrée en vigueur.

.../...

Par ailleurs, l'intention du Gouvernement étant de subventionner tous les travaux relatifs aux pistes cyclables, l'article devrait être complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

"A l'article 2, § ler, 1°, b, de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de wateringues, modifié par l'arrêté royal du ler février 1960, les mots "et les pistes cyclables" sont abrogés pour la Région bruxelloise".

Article 10.

Il faudrait écrire :

"... chacun en ce qui le concerne ...".

OPSCHRIFT.

Het ware beter te schrijven : "... de verbetering of de herstelling van het fietspadennet", veeleer dan "van fietsroutes".

Indien het zo is dat het ontwerp alleen de gemeenten aanbelangt, zoals de Raad van State werd medegedeeld, zou het eenvoudiger zijn dat uitdrukkelijk te zeggen, veeleer dan te spreken van de "ondergeschikte besturen".

Bijgevolg wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de toekenning van toelagen aan de gemeenten voor de aanleg, de verbetering of de herstelling van het fietspadennet in het Brusselse Gewest".

AANHEF.

De aanhef zou eenvoudiger kunnen worden geredigeerd.

Wel is er aanleiding om het besluit van de Regent van 2 juli 1949 te vermelden, waarvan het opschrift verderop wordt overgenomen, daar de tekst van het ontwerp er stilzwijgend, en de voorgestelde tekst uitdrukkelijk van afwijkt.

De volgende aanhef wordt voorgesteld :

"BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

.../...

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op de artikelen 1 en 4;

Gelet op het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de staatstussenkomst in zake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen, inzonderheid op artikel 2, § 1, 1°, b, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1960;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brusselse Gewest, gegeven op ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, en op het advies van de Executieve van dat Gewest".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In dit artikel wordt een voorbehoud gemaakt, wat blijkt uit de woorden : "en voor zover dat de financiële staatstussen-

komst ter zake door geen andere wettelijke of reglementaire bepalingen geregeld wordt ...".

Volgens de inlichtingen die de Raad van State kreeg, bestaat er slechts één enkele verordenende bepaling betreffende de financiële staatstussenkomst inzake fietspaden in het Brusselse Gewest : het besluit van de Regent van 2 juli 1949 waarvoor het onderhavige ontwerp in de plaats komt en waarvan de toepassing uitdrukkelijk zal moeten worden uitgesloten.

Het voorbehoud is dus overbodig en kan vervallen.

Het artikel maakt eveneens gewag van "de ondergeschikte besturen van het Brusselse Gewest". Zoals werd opgemerkt in verband met het opschrift, zijn die "besturen" uitsluitend de gemeenten van het Gewest; de woorden "ondergeschikte besturen" moeten dus worden vervangen door "gemeenten".

Het tweede en het derde lid geven een opsomming van de verschillende soorten werken die voor toelagen in aanmerking kunnen komen; de meeste van die werken, waarmee opdrachtgevers en aannemers vertrouwd zijn, zijn begrepen in de woorden "aanleg, verbetering en herstelling", die trouwens zouden kunnen worden aangevuld met het woord "geschiktmaking". De opsomming kan dus achterwege gelaten worden; dit zal moeilijkheden en betwistingen vermijden wat betreft het in aanmerking komen voor toelagen en wat betreft de interpretatie en de draagwijdte van bepaalde werken, zo bijvoorbeeld "de installatie van verkeerslichten voor zover ze absoluut noodzakelijk zijn ...". Het zou evenwel nuttig zijn melding te maken van bepaalde handelingen en werken die niet noodzakelijk onder de hiervoren voorgestelde termen vallen; dit is het geval met

.../...

het onteigenen en het verkrijgen van gronden die nodig zijn voor het aanleggen van een fietspadennet, alsook met het bouwen van bergplaatsen of stalplaatsen voor fietsen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten, kunnen aan de gemeenten van het Brusselse Gewest toelagen worden verleend voor het uitvoeren van werken inzake aanleg, geschiktmaking, verbetering of herstelling van een fietspadennet, met inbegrip van het bouwen van bergplaatsen of stalplaatsen voor fietsen.

Toelagen kunnen ook worden verleend voor het verkrijgen of onteigenen van gronden die noodzakelijk zijn voor het uitvoeren van de werken bedoeld in het eerste lid".

Artikel 2.

Paragraaf 1.

In het eerste lid moet het bijwoord "forfaitair" als overbodig vervallen.

De tekst kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De toelage wordt vastgesteld op 80 pct van het geraamde bedrag van de te subsidiëren uitgave".

.../...

Volgens de eerste volzin van het tweede lid, stemt de raming van de uitgave "overeen met het bedrag, taksen inbegrepen, van de offerte goedgekeurd ingevolge een overheidsopdracht gegund overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten".

Het bijwoord "overeenkomstig" is dubbelzinnig. Het zou immers kunnen doen veronderstellen dat de toelage zou kunnen worden ingetrokken wanneer achteraf een onregelmatigheid bij de gunning van de opdracht wordt ontdekt, maar zo schijnt de Staatssecretaris het niet te bedoelen.

De tekst heeft trouwens geen betrekking op "de onteigening en de verwerving van terreinen", waarvan nochtans sprake is in artikel 1, evenmin als op aan die verrichtingen verbonden kosten en taksen.

Rekening houdend met deze opmerkingen en met het oog op vereenvoudiging, wordt voor die eerste volzin de volgende tekst voorgesteld :

"Deze raming stemt overeen met het bedrag, taksen inbegrepen, van de opdracht, of met de prijs van de te verkrijgen of te onteigenen gronden".

De in de tweede volzin opgenomen vermelding van de "financiële tussenkomst" van de Staat in de studiekosten zou in artikel 1 moeten komen. Gelet op de hiervoren voorgestelde tekst, zou aan dat artikel een bijkomend lid moeten worden toegevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Daarenboven kan een toelage worden verleend voor de studiekosten in verband met de in het eerste lid bedoelde werken".

Bijgevolg zou de tweede volzin van artikel 2, § 1, tweede lid, zich, in de vorm van een afzonderlijk lid, bepalen tot de vaststelling van het bedrag van de toelage voor de studiekosten.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De toelage voor studiekosten wordt forfaitair vastgesteld op 5 pct van het bedrag van de opdracht, taksen inbegrepen".

Het derde lid bepaalt :

"Er wordt slechts rekening gehouden met de kontraktuele prijsherzieningsformules ingeval de duur van uitvoering der werken één jaar overtreft".

Die bepaling is dubbelzinnig daar aan de hand ervan niet kan worden uitgemaakt of de bedoelde duur van uitvoering die is welke in het contract is bepaald, dan wel de werkelijke duur welke de uitvoering van de werken in feite heeft gevergd.

Daarenboven valt op te merken dat paragraaf 2 de praktische draagwijdte van dit lid aanzienlijk beperkt. Dit lid zou hoe dan ook beter vooraan in paragraaf 2 komen. Deze verplaatsing maakt de zinsnede "met inbegrip van de kontraktuele afrekeningen, voorzien in de gevallen bedoeld in fine van § 1 van dit artikel", die voorkomt in paragraaf 2, eerste lid (dat het tweede lid wordt), overbodig.

.../...

Paragrafen 2 en 3.

Uit de bepalingen van die twee paragrafen, zoals zij thans gesteld zijn, blijkt de bedoeling van de Regering om het bedrag van de toelage slechts aan te passen aan de werkelijke kosten van de werken, met inbegrip van de contractuele prijsherzieningen, als die werkelijke kosten niet hoger zijn dan de gemaakte raming of het goedgekeurde bestek.

Om de reeds opgegeven reden, zou het begin van het eerste lid van paragraaf 2, dat het tweede lid zou worden, beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer de eindafrekening van de uitvoerende werken een hoger bedrag oplevert dan het bedrag dat voor het berekenen van de toelage in aanmerking werd genomen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de tweede volzin moeten de woorden "in dezelfde omstandigheden" om dezelfde reden vervallen.

Paragraaf 3 ligt in dezelfde lijn als paragraaf 2. Het zou passen er een derde lid van te maken in plaats van een paragraaf op zichzelf.

Artikel 3.

Men schrijve "de te subsidiëren uitgave" en "publiekrechtelijke personen" in plaats van "de te betoelagen uitgave" en "publiekrechterlijke personen".

.../...

Artikel 4.

Deze bepaling is in het geheel niet reglementair van aard, en moet bijgevolg vervallen.

Artikel 5.

Ofschoon deze bepaling verwijst naar artikel 56 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en van de federaties van gemeenten, beperkt zij nochtans de draagwijdte ervan; in tegenstelling immers met wat zij zegt, kunnen de gemeentebesluiten die op grond van artikel 82bis van de gemeentewet onderworpen zijn aan de goedkeuring van de toezichthoudende overheid, rechtstreeks aan de bevoegde minister worden gezonden krachtens artikel 56, § 3, van de eerdervermelde wet.

Voor het overige zou de gehele inhoud van artikel 5 beter op zijn plaats zijn in een ministeriële omzendbrief.

Artikel 6.

In de Franse tekst is de term "liquidation" niet in zijn juiste betekenis gebruikt. Bovendien schrijve men in die tekst : "La subvention est payée à concurrence des 9/10èmes de son montant ...". De Nederlandse tekst leze men als volgt : "De toelage wordt ten belope van 9/10e uitbetaald op basis van de staten van voortgang van het werk, behoorlijk goedgekeurd door het bestuur dat voor de gesubsidieerde werken bevoegd is".

.../...

Anderzijds dient nauwkeuriger te worden bepaald welke overheid belast is met de goedkeuring van de staten van voortgang van het werk. Normaal zou dat de Minister die bevoegd is voor de gesubsidieerde werken, of diens gemachtigde moeten zijn.

Ten slotte is artikel 43 van het koninklijk besluit van 29 juli 1970 houdende organiek reglement van het Hoog Comité van toezicht uit zichzelf van toepassing op de uitbetaling van de toelage, zodat het gehele zinsdeel dat begint met de woorden "en voor zover ..." als overbodig moet vervallen.

Het tweede lid, dat slechts een interne procedureregel bevat, hoort veeleer thuis in een omzendbrief dan in het ontwerp-besluit.

In de Franse tekst van het derde lid zou, om de reeds genoemde reden, moeten worden gelezen "est payé" in plaats van "est liquidé".

De woorden "van het huidig besluit" zijn overbodig en moeten vervallen.

De woorden "het vorenvermeld bestuur" moeten, zoals is gezegd in verband met het eerste lid, vervangen worden door een nauwkeuriger aanwijzing van de bevoegde overheid.

Artikel 7.

Uit de inlichtingen die aan de Raad van State werden verstrekt, blijkt dat het besluit, in de bedoeling van de Regering, niet van toepassing zou zijn op werken in uit-

.../...

voering. Is dat inderdaad zo, dan dient artikel 7 dienovereenkomstig te worden herzien, want in zijn huidige bewoordingen spreekt het de te kennen gegeven bedoeling tegen.

Bovendien zou men moeten spreken van "de toelage-aanvragen" en niet van "aanvragen tot tussenkomst".

Artikel 8.

De Raad van State ziet niet in waarom afgeweken wordt van het gemeen recht inzake inwerkingtreding. Mocht de Regering die bepaling toch willen behouden, dan zou hoe dan ook in de Franse tekst moeten worden gelezen "entre en vigueur" in plaats van "produit ses effets", daar geen terugwerking wordt overwogen.

Artikel 9.

Deze bepaling moet vóór het artikel betreffende de inwerkingtreding komen.

Men leze "wordt opgeheven" in plaats van "is opgeheven".

Vermits de Regering voornemens is toelagen te verlenen voor alle werken in verband met fietspaden, zou aan het artikel een tweede lid moeten worden toegevoegd, luidend als volgt :

.../...

"In artikel 2, § 1, 1°, b, van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1960, worden de woorden "en de fietspaden" opgeheven voor het Brusselse Gewest".

Artikel 10.

Deze bepaling zou als volgt moeten worden gelezen :

"Onze Minister ... zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé.
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. RONSMANS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. RONSMANS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.